

BRESC Henri, DAGHER Georges,
VEAUVY Christiane (dir.),
*Politique et religion en Méditerranée :
Moyen Âge et époque contemporaine.*

Saint-Denis, Bouchène, 2008, 438 p.
ISBN : 978-2356760005

Ce volume, publié par Henri Bresc, Georges Dagher et Christian Veauvy, rassemble les travaux d'un séminaire qui s'est tenu à l'Université de Nanterre. Celui-ci s'inscrit dans une réflexion ancienne du groupe de recherche sur l'État (1) et sur les identités (2) dans l'espace méditerranéen, qui associe dans une perspective interdisciplinaire historiens, sociologues et anthropologues. La question des relations entre politique et religion y était déjà apparue importante, elle est devenue plus urgente encore avec les débats qui suivirent les attentats du 11 septembre et tendaient souvent à présenter une opposition radicale entre les conceptions respectives du couple religion-politique en Islam et dans l'Occident chrétien : « Dès lors s'installe un discours où deux entités irréductibles s'affrontent, deux entités qui se définissent dans des concepts flous et mouvants mais essentialisés et irréductibles : "eux" et "nous", la culture de l'Islam et la culture improprement appelée judéo-chrétienne, deux entités, séparées, fermées, s'affrontent, deux entités engagées dans un inéluctable "choc des civilisations" » (p. 45-46). Cette « fracture imaginaire » (Georges Corm) qui est ici explorée à travers 14 communications regroupant principalement des historiens, mais aussi des sociologues et anthropologues. L'espace méditerranéen pris en considération, où sont analysés dans une perspective comparatiste les mondes chrétien et musulman, accorde une place prépondérante à ce dernier ou aux zones de contact (péninsule Ibérique, Sicile) – on notera de manière significative que le monde chrétien n'est abordé qu'à travers les expériences médiévales, comme si la question du rapport entre politique et religion ne se posait pas avec la même urgence pour l'Europe contemporaine. La confrontation des deux périodes médiévale et contemporaine (avec un article portant sur l'époque moderne, établissant un pont entre les deux) est féconde, dans la mesure où le Moyen Âge n'est pas analysé seulement comme la matrice

du monde contemporain, qui fournirait des clés de compréhension de phénomènes actuels. Inversement, l'incursion perçue aujourd'hui comme menaçante du religieux dans le politique n'y est pas vue comme un retour à un âge reculé qui serait par essence sombre et obscurantiste. Au contraire, le lecteur est invité à un va-et-vient entre les deux périodes qui lui permet de relever les continuités et les traits structurels, mais aussi les évolutions, les phénomènes de résurgence, les échos. La démarche repose donc sur un refus de toute approche linéaire et téléologique qui présenterait une évolution allant nécessairement vers une dissociation progressive entre le politique et le religieux, sur un modèle présenté comme européen et porteur de progrès. Ce double comparatisme permet en outre d'éviter une approche essentialiste de l'Islam, en battant en brèche certaines certitudes bien établies.

Le résultat peut sembler un peu déroutant en raison de la très grande diversité des contenus et des approches, de l'érudition la plus pointue à des réflexions très générales – avec les raccourcis qu'une telle démarche impose souvent –, comme celle que présente Georges Corm (« Qu'est-ce que le "retour du religieux" ? »). Pour aider le lecteur peu familier avec ces contextes très différents, les éditeurs ont eu la bonne idée de fournir un lexique sommaire en fin de volume, qui aide à se repérer, et surtout d'offrir une introduction inhabituellement longue, dense – et parfois ardue (p. 9-83). Celle-ci permet d'établir des liens, facilite les comparaisons, tout en soulignant à l'occasion leurs limites, et remet en perspective les différentes interventions. Le volume se divise en quatre axes : « Croyances et conflits : guerres saintes ? », « Sainteté, savoirs, pouvoirs », « Communautés, État, religion, démocratie » et « Religions, identités, politiques ». Il n'est pas possible ici de rendre compte de manière exhaustive de la totalité et de la richesse des questionnements, et l'on n'en retiendra que quelques-uns.

Les auteurs montrent tout d'abord la diversité des formes du politique, qui ne se réduisent pas à l'État, ce qui rend la question de leurs interactions avec le champ du religieux nécessairement complexe. Si l'on s'en tient aux théories, aspect abordé ici surtout pour le Moyen Âge, il faut revenir sur l'opposition trop souvent admise entre l'Islam, où politique et religion seraient intrinsèquement liées depuis l'origine, et la chrétienté, où un champ autonome du politique aurait pu se développer. Les travaux de Jocelyne Dakhlia, souvent cités (3), ont bien montré

(1) H. Bresc, Ch. Veauvy et al. (dir.), *Genèse de l'État moderne en Méditerranée : approches historique et anthropologique des pratiques et des représentations*, Rome (« École française de Rome », 168), 1993.

(2) H. Bresc, Ch. Veauvy (dir.), *Mutations d'identités en Méditerranée. Moyen Âge et époque contemporaine*, Saint-Denis, Bouchène, 2000.

(3) En particulier J. Dakhlia, *Le Divan des rois. Le politique et le religieux dans l'Islam*, Paris, 1998.

que les pratiques comme les discours politiques dans le monde islamique empruntent certes à la norme religieuse, mais aussi très largement à d'autres modèles qui permettent une autonomie du politique et une séparation de fait entre l'appareil de l'État et celui de l'Islam, avec des références et une symbolique séculières. À l'inverse, dans l'Occident chrétien, l'Église apparaît souvent comme ayant une fonction de prototype de l'État et entretient des liens étroits, bien que complexes et parfois conflictuels, avec les souverains.

Dès lors, dans la pratique, les relations entre politique et religion prennent des formes très variées et mouvantes. La plus évidente, sinon la plus courante, est une association et une interaction entre les deux champs, qui peuvent prendre la forme d'une alliance entre deux formes de pouvoir. Le discours des hommes de religion vient légitimer, voire sacrifier le politique qui, en retour, confère une place importante à ces derniers dans la société, parfois dans les institutions politiques. Il peut en résulter une instrumentalisation du discours et des hommes, par un recours au religieux mis au service d'un pouvoir ou d'un projet politique ou, à l'inverse, une pression du sentiment religieux, parfois associé à des revendications sociales, sur l'action politique, comme le montre le sujet complexe de la guerre sainte (Bresc, Scarcia Amoretti). Mais cela passe aussi par une compénétration des modèles d'organisation et de gouvernement des hommes ou par une réflexion qui peut être convergente sur le bien commun et les normes qui doivent gérer la communauté (Todeschini).

Cette relation cependant peut être aussi conflictuelle, ou au moins marquée par la méfiance, ce que montrent en particulier, pour deux époques très différentes, les articles de Nelly Amri et de Malika Zghal. L'homme de religion, et en particulier le saint, peut exprimer une méfiance fondamentale et revendiquer un éloignement à l'encontre du politique, vu comme nécessairement corrompu. Le plus souvent cependant il en résulte la revendication d'une fonction tribunicienne, aussi bien chez les oulémas que chez les saints, qui conduit à une contestation, plus ou moins radicale et ouverte, du pouvoir politique. Cela passe par une censure morale, liée au devoir de *hisba*, qui constitue un garde-fou contre la tyrannie, mais peut aller jusqu'à une contestation plus radicale et à la revendication d'un autre ordre de pouvoir, notamment dans le cas des saints qui constituent une hiérarchie parallèle qui s'impose comme un «invisible gouvernement du monde» (Nelly Amri).

Enfin, la pluralité religieuse, qui caractérise une grande partie des régions méditerranéennes, oblige le pouvoir à gérer la coexistence des communautés,

et en particulier les minorités. Cela peut passer par leur intégration contrôlée comme acteurs du pouvoir et surtout par leur insertion dans des structures, avec leur propre encadrement religieux, mais aussi social. Il y a donc une gestion, parfois une instrumentalisation de cette diversité religieuse qui se traduit par des pactes, qui ne sont cependant jamais figés, qui peuvent donc être rompus et faire l'objet de refondations (Annlise Nef, pour la Sicile normande et souabe). Mais cette gestion doit tenir compte aussi des formes d'identités collectives, religieuses ou ethniques, qui font aussi l'objet de négociations de la part des acteurs (Pascal Buresi), voire de manipulations et d'instrumentalisation (Georges Dagher, Georges Corm).

Dominique Valérian
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne